

Mali/Au lendemain du second tour de la présidentielle Dans l'attente du résultat

AFP
Bamako/Mali

Cela devrait prendre plusieurs jours. Reste que sauf énorme surprise, il devrait être en faveur du président sortant, Ibrahim Boubacar Keïta.

LE Mali abordait hier une délicate période de plusieurs jours pour la compilation des millions de votes du second tour de la présidentielle, un scrutin entaché d'accusations de fraude et de quelques violences qui devrait déboucher, sauf surprise, sur un second mandat pour Ibrahim Boubacar Keïta.

Les résultats officiels du scrutin, le deuxième depuis l'intervention française qui avait mis en déroute les jihadistes dans le nord du pays en 2013, ne sont pas attendus avant le milieu de la semaine.

Le vainqueur du duel entre le président sortant Ibrahim Boubacar Keïta, dit "IBK", et l'opposant Soumaïla Cissé, entrera en fonction début septembre avec la lourde tâche de relancer l'accord de paix conclu en 2015 avec l'ex-rébellion à dominante touarègue, dont l'application accumule les retards.

Dimanche, les bureaux de vote n'ont pas connu de forte affluence en raison d'une météo pluvieuse, des risques de violences ou encore du manque de suspense. Le taux de participation s'annonce donc faible avec une estimation de 22,38% par l'ONG locale POCIM, qui disposait de plus de 2 000 observateurs sur le terrain. Au premier tour, la participation avait été de 42,7%.



Photo : AFP

Le dépouillement et la compilation des résultats, qui ont débuté dès la fermeture des bureaux de vote, devraient livrer leur verdict en milieu de semaine.

Les opérations de dépouillement ont débuté dès la fermeture des bureaux et le gouvernement doit désormais compiler les résultats provenant des quelque 23 000 bureaux de vote répartis dans cet immense pays du Sahel. L'UE a appelé à la "transparence" dans chaque étape de la compilation. Le jour même de l'élection, le président-candidat et son adversaire, qui s'apprécient peu, se sont livrés à une nouvelle passe d'armes sur la fraude électorale.

Selon le camp de M. Cissé, des bulletins de vote ont "circulé" en dehors des circuits normaux depuis plusieurs jours, preuve que des bourrages d'urnes étaient en préparation. Des journalistes de l'AFP ont pu constater que dans au moins six bureaux de vote de Bamako, les procès-verbaux électoraux avaient été préremplis et signés avant

même la fin du vote. « C'est comme signer un chèque en blanc, on peut imaginer ce qui se passe dans le reste du pays », a observé une source proche de l'organisation du scrutin.

Ibrahim Boubacar Keïta a répliqué en dénonçant des "manœuvres" de l'opposition visant à faire "croire que nous serions dans une logique de fraude". « Comment frauder quand on a l'assurance de l'estime de son peuple ? », s'est-il interrogé.

A 73 ans, M. Keïta est en position de force pour remporter un second mandat de cinq ans. Au premier tour, il avait rassemblé 41,70% des suffrages, contre 17,78% pour M. Cissé, un ex-ministre des Finances de 68 ans qui n'a pas su unir l'opposition pendant l'entre-deux-tours. En 2013, déjà opposé à M. Cissé, "IBK" avait été plébiscité avec un score de plus de 77%.

L'AVENIR DU SAHEL

L'élection, déterminante pour l'avenir du Sahel, a été émaillée de violences, dont la plus grave a eu lieu au sud de Tombouctou (nord), dans la localité d'Arkodia où le président d'un bureau de vote a été tué par balles par des jihadistes présumés venus "interdire le vote".

Hormis ce "cas dramatique", "le scrutin s'est globalement déroulé sans incidents", a jugé le gouvernement malien.

Des chiffres provisoires du gouvernement ont évoqué 1,23% des bureaux de vote restés fermés dimanche, contre 3,77% au premier tour le 29 juillet, quand les violences avaient empêché quelque 250 000 Maliens de voter.

Le déploiement de quelque 36 000 militaires maliens, soit 6 000 de plus qu'au premier tour, semble donc avoir porté ses fruits, au moins partiellement. Ils étaient assistés des Casques bleus de l'Onu,

des forces françaises de l'opération Barkhane et, dans le Nord, où l'Etat est peu ou pas présent, de groupes armés signataires de l'accord de paix.

Le scrutin n'a guère passionné la population, lassée par plus de six ans de violences et dont près de la moitié vit sous le seuil de pauvreté malgré un taux de croissance supérieur à 5% et une place de premier producteur africain de coton.

La mission des observateurs de l'UE, premier bailleur international du Mali, a cette fois pu se déployer à Gao (Nord), mais toujours pas à Tombouctou et à Kidal (Nord), ni à Mopti (centre). Dans les 300 bureaux de vote vérifiés dimanche par l'UE, "on n'a pas observé d'incidents majeurs", s'est félicité la cheffe de mission européenne, Cécile Kyenge.

Moins d'incidents et des Français interpellés. Le second tour de la présidentielle au Mali s'est déroulé dans de meilleures conditions sécuritaires que le premier, s'est réjoui hier le gouvernement malien, alors que des membres de l'équipe du candidat de l'opposition, dont quatre Français, ont été interpellés le jour de l'élection.

Cissé rejette à l'avance les résultats. Le candidat de l'opposition au Mali, Soumaïla Cissé, a rejeté hier à l'avance les résultats du second tour de la présidentielle, entachés selon lui de fraudes, et appelé la population à "se lever".

L'Afrique en bref

Afrique du Sud/Justice. Le procureur général indûment nommé par Zuma

La Cour constitutionnelle sud-africaine a jugé hier que la nomination par l'ancien président Jacob Zuma de Shaun Abrahams comme procureur général du pays n'était pas valable et a demandé son remplacement dans les 90 jours.

Egypte/Sécurité. Six jihadistes tués en banlieue du Caire

Six jihadistes présumés ont été tués au cours d'un raid policier en banlieue ouest du Caire, alors que les Egyptiens, chrétiens et musulmans, se préparent à célébrer des fêtes religieuses, a annoncé hier le ministère de l'Intérieur.

Zimbabwe/Politique. Mnangagwa : les élections sont "derrière nous"

Il faut dépasser la période électorale et "embrasser l'avenir", a affirmé hier le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa, dont l'élection est contestée par l'opposition qui a saisi la Cour constitutionnelle.

A travers le monde

Afghanistan/Combats. Au moins 100 morts parmi les forces de sécurité

Au moins 100 membres des forces de sécurité afghanes ont été tués dans les combats les opposant depuis jeudi soir aux talibans pour le contrôle de la ville de Ghazni (Est), a déclaré hier le ministre de la Défense Tariq Shah Bahrami.

Argentine/Corruption. Les dénonciations de Kirchner



Photo : AFP

L'ex présidente argentine Cristina Kirchner (2007 à 2015) a comparu hier dans le cadre d'une vaste affaire de corruption (160 millions de dollars de pots-de-vin versés par des entreprises) sous sa présidence, dénonçant une "persécution politique" de la part d'un juge "partial".

Syrie/Explosion. Le bilan grimpe à 69 morts

Le bilan de l'explosion dimanche d'un dépôt d'armes dans la province d'Idleb en Syrie ("L'Union" d'hier), a grimpé à 69 morts dont 52 civils, selon un nouveau bilan publié hier par l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

RDCongo/Retrait de Kabila de la course à la présidentielle

Le M23 et les pro-Katumbi maintiennent la pression

AFP
Kinshasa/RDCongo

LES ex-rebelles du M23 et les partisans de l'opposant Moïse Katumbi ont maintenu hier la pression pour des élections "crédibles" en République démocratique du Congo après le retrait du président Joseph Kabila qui ne s'est pas représenté conformément à la Constitution.

Les ex-rebelles du M23 affirment dans un com-

munié être "physiquement présents sur le territoire national congolais depuis le 14 janvier 2017", et ne pas "répondre aux multiples provocations" de l'armée. « Cependant cette attitude d'abstention ne sera maintenue que si, et seulement si, le processus électoral actuel se révèle plus inclusif, transparent et libre de manière à garantir toute la confiance des électeurs », prévient le M23 dans le communiqué.

Le M23 "considère encourageant" le choix du pré-

sident Kabila de désigner un candidat pour l'élection prévue le 23 décembre.

« Néanmoins, nous lui demandons de lever tous les obstacles à la bonne tenue d'un scrutin libre, transparent, crédible, inclusif et apaisé », poursuit le M23.

Le M23 cite en particulier "la mise à l'écart de la machine à voter et la clarification des cas litigieux des six millions d'individus irrégulièrement inscrits sur le fichier électoral".

Le Mouvement du 23 mars (M23) est considéré comme le dernier avatar de la rébellion à dominante tutsi soutenue par le Rwanda et l'Ouganda en RDC. Il a été vaincu fin 2013 après avoir occupé Goma un an auparavant.

Sur le plan purement politique, les partisans de Moïse Katumbi ont envisagé hier des marches dans tout le pays pour demander son retour et le dépôt de sa candidature même après la date limite du 8 août.

Dimanche, le principal relais de M. Katumbi à Kinshasa, Pierre Lumbi, s'est adressé directement au président Kabila dans une déclaration écrite : « Monsieur le président, libérez les prisonniers politiques encore en prison, levez cette malheureuse mesure qui retient injustement Moïse Katumbi à l'extérieur du pays ».

Ex-allié de M. Kabila, M. Katumbi affirme avoir été empêché de rentrer en RDC pour déposer sa candidature à l'élection présidentielle.